Cahiers d'études africaines

177 | 2005
Varia

DOZON, Jean-Pierre. — *Frères et sujets. La France et l'Afrique en perspective.* Paris, Flammarion, 2003, 350 p. ; BANCEL, Nicolas, BLANCHARD, Pascal & VERGÈS, Françoise. — *La République coloniale. Essai sur une utopie.* Paris, Albin Michel, 2003, 172 p.

Jean Copans

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/etudesafricaines/4970
DOI : 10.4000/etudesafricaines.4970
ISSN : 1777-5353

Éditeur
Éditions de l'EHESS

Édition imprimée
Date de publication : 1 janvier 2005
ISBN : 978-2-7132-2047-0
ISSN : 0008-0055

Référence électronique
Jean Copans, « DOZON, Jean-Pierre. — *Frères et sujets. La France et l'Afrique en perspective.* Paris, Flammarion, 2003, 350 p. ; BANCEL, Nicolas, BLANCHARD, Pascal & VERGÈS, Françoise. — *La République coloniale. Essai sur une utopie.* Paris, Albin Michel, 2003, 172 p. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 177 | 2005, mis en ligne le 08 avril 2005, consulté le 22 septembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/etudesafricaines/4970 ; DOI : https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.4970

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

DOZON, Jean-Pierre. — *Frères et sujets. La France et l'Afrique en perspective.* Paris, Flammarion, 2003, 350 p. ; BANCEL, Nicolas, BLANCHARD, Pascal & VERGÈS, Françoise. — *La République coloniale. Essai sur une utopie.* Paris, Albin Michel, 2003, 172 p.

Jean Copans

1 Le titre renvoie à une expression de Hannah Arendt qui, selon l'auteur, note que les Français avaient traité d'une manière singulière leurs colonisés « à la fois en frères et en sujets » [1]. L'anthropologue nous propose ici un ouvrage d'histoire, à la fois politique et culturelle (on évoquerait presque la thématique d'une histoire des mentalités), sur la nature des relations entre la France et ses colonies d'Afrique noire puis avec ces mêmes colonies devenues indépendantes. Ce paradigme historique renvoie habituellement à la période d'après la Seconde Guerre mondiale qui voit s'accélérer les revendications d'indépendance, avec violence en Asie du Sud-Est et en Afrique du Nord mais avec un esprit de collaboration et de cooptation (pour l'essentiel) en Afrique noire. Mais pour J.-P. Dozon, cette histoire si singulière, que personnifient les exemples de la Côte-d'Ivoire et du Sénégal, plonge néanmoins dans l'histoire plus ancienne des conditions d'apparition des colonies d'abord puis de la politique de conquête et d'assimilation de la IIIe République.

2 D'emblée, l'auteur évoque « les dilemmes coloniaux de l'Ancien Régime » et « les ambivalences idéologiques du colonialisme français ». Cet essai, puisque l'information provient d'analyses et d'ouvrages historiographiques connus, est celui d'une seule idée, d'une idée forte, à savoir que les relations entre la France et ses colonies africaines se

développent plus après l'indépendance en 1960 que pendant la période proprement coloniale qui l'a précédée : « Contemporain des indépendances, le capitalisme d'État franco-africain connut en réalité son plein régime jusqu'aux années 1970 » (p. 279). Mais ces rapports ne se résument pas à des rapports instrumentaux, diplomatiques, politiques, économiques, ceux qui sous leurs formes mafieuses ont débouché sur l'invention de l'expression de Françafrique [2]. Ces relations désignent également un « besoin d'Afrique » français qui renverrait également à un « désir de France » africain (même si la Côte-d'Ivoire n'en est plus le promoteur par excellence). Ce désir, flou, incertain et ambigu va jusqu'à inspirer, toujours selon J.-P. Dozon, les modes de connaissance scientifique de l'africanisme français qui se construit au cours de ces mêmes années, 1950-1960. C'est dire si l'ambition de cet ouvrage est grande puisque ce dernier prend pratiquement le contre-pied des traditions et des perspectives anti-colonialistes au niveau des politiques globales, tant de la métropole que des colonies ou des États-nations indépendants ou encore des problématiques analytiques de la décolonisation, du changement social et même plus récemment des ajustements et autres conditionnalités démocratiques.

3 Il s'agit d'une histoire des idées et des idéologies, des événements, des décisions de certains acteurs, mais non d'une histoire sociale, collective, des pratiques des acteurs, aussi bien individuels que collectifs. L'anthropologue n'engage que des débats d'interprétation ou de représentation ; même s'il relit l'histoire dans la longue durée de trois siècles de colonisation il ne nous propose aucune refondation théorique, et encore moins empirique (de nouveaux matériaux empiriques inédits par exemple) d'autant que s'étant focalisé sur la singularité africaine de la colonisation française, il ne s'interroge guère de manière comparative sur les autres espaces coloniaux français ou étrangers. Face à la machine, schématique et unilatérale mais panafricaine, mise en place par le politologue Mahmood Mamdani sur le même terrain de la relecture de l'histoire coloniale africaine, qui évoque également le citoyen et le sujet [3], J.-P. Dozon se contente de parcourir l'Afrique française. L'originalité de cette étude est de procéder à des rapprochements inédits, de suggérer des retournements de point de vue mais surtout de prendre comme objet de l'action historique l'ensemble de la métropole et de ses colonies sans les découper selon des clivages économicistes et dichotomiques ou dualistes. Il s'agit de reconstituer l'espèce d'individualité historique qui s'est tissé entre la France et l'Afrique.

4 La démonstration se déroule de manière tout à fait chronologique. Une courte partie, « Généalogies », couvre la période des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles : la traite des esclaves, l'expérience assimilatrice des commerçants saint-louisiens, l'ambiguïté des discours des Lumières entre universalisme et libéralisme filent la trame de ce qui deviendra plus fondamental au cours du XIX^e^ et même du XX^e^ siècle. La colonisation est une affaire de la puissance publique, elle se veut œuvre civilisatrice mais elle est aussi reconnaissance des autres, le tout pouvant donner un mélange syncrétique qui balance entre assimilation et association, sujétion et citoyenneté.

5 Les deux tiers de l'ouvrage portent ensuite sur ces fameux besoins d'Afrique. Économie et idéologie font bon ménage : abolition ou non de la traite, application totale ou partielle des idéaux républicains, mise en valeur directe (expériences sénégalaises du Baron Roger) ou valorisations commerciales des ressources locales scandent un siècle et demi de relations de plus en plus profondes et étendues. Ce sont d'abord les moments de conquête à partir de l'exemple algérien qu'exemplifie le tournant

« faidherbien ». L'administrateur républicain devient ethnographe, celui qui détermine la valeur et la place des races. Reste à savoir si cette distinction permet une gestion des populations comme les autres. Dernier thème, d'actualité après l'éclatement et la répression de la Commune, la défaite et la perte de l'Alsace-Lorraine : la question de la dégénérescence de la race et de la nation française et les possibilités de son éventuelle rédemption coloniale.

6 Une fois l'empire en voie de constitution, les problèmes se posent progressivement à tous les niveaux : celui de la gestion d'un ensemble géographique et social qui échappe à ses promoteurs, celui de son coût mais aussi celui de ses avantages, celui d'une société métropolitaine en pleine mutation sociologique, industrielle et idéologique (imposition d'un modèle scolaire national mais non colonial par exemple) voire culturelle. De fait, l'assimilation devient de plus en plus un horizon idéal, une utopie concrète. La période des années 1910 va permettre de matérialiser dialectiquement « besoin d'Afrique » et « désir de France » : l'élection en 1914 du premier député africain à l'Assemblée nationale française, Blaise Diagne, va paradoxalement rendre possible la vaste mobilisation des tirailleurs sénégalais de la Première Guerre mondiale. Nous avons là, un demi-siècle avant les indépendances, le premier exemple typique de ces collaborations croisées, politiques d'une part et démographico-économiques de l'autre, qui vont définir la singularité coloniale française. Mais le hasard des différentes conjonctures ont bien fait ici les choses et on s'étonne que l'auteur ne creuse pas plus le paradoxe conjoncturel (qui n'est que le premier d'une série) de cette dynamique historique de longue durée.

7 Un troisième élément s'impose de plus en plus : l'effort de connaissance scientifique de ces populations à coloniser et administrer. Une raciologie plus pratique s'impose, parée de renforts scientifiques : le Code de l'Indigénat « formate » l'administration et l'exploitation quitte à reconnaître l'existence des populations tribales [4]. Des spécialistes de la question apparaissent, Faidherbe ayant déjà donné l'exemple avec ses travaux ethno-linguistiques, comme Delafosse, Labouret ou Hardy. La protection des cultures locales passe par l'association plus que l'assimilation : la reconnaissance des sociétés permet de les utiliser selon leurs propres niveaux de « compétences ». Chacun devrait donc y trouver ses avantages. Comme le souligne J.-P. Dozon, l'*indirect rule* de fait n'est pas très loin.

8 L'Entre-deux-guerres, indépendamment de ses crises économiques et impériales et de son réformisme rampant ou latent, marque l'apogée idéologico-publicitaire de l'empire avec l'exposition universelle de 1931. Puis l'Histoire recommence, pour la dernière fois, avec la défaite de 1940, les mobilisations africaines de la France libre et la définition, après 1945, d'un besoin « développementaliste » de l'Afrique. Le rapprochement des colonies africaines et de la métropole, la fin de l'Indigénat et du Travail forcé et la modernisation concomitante des économies et des services publics renvoient évidemment aux pertes des colonies de l'Indochine et de l'Afrique du Nord mais aussi à la mise en route en France de ce qui deviendront les fameuses « Trente glorieuses ». J.-P. Dozon qualifie cette politique de « reconquête » (p. 200). Mais une reconquête qui renvoie autant à une recentralisation par la biais de l'État-providence colonial qu'à une dévolution progressive de la citoyenneté et de l'autonomie administrative et politique.

9 La fin des années 1950 (n'oublions pas le retour du général de Gaulle aux affaires) voit se conforter ce paradoxe : plus l'indépendance des colonies africaines se précise plus les liens franco-africains se renforcent et plus s'impose une intégration politico-financière

réciproque. « L'Union française [donne] aux territoires africains leur plein épanouissement de marchés captifs et [assure] à des compagnies de traite, plus concentrées et moins nombreuses qu'auparavant, des situations de rente que jamais encore le système colonial n'avait été en mesure de leur octroyer » (Dozon, p. 258). Cette conjoncture donne d'ailleurs lieu à un chassé-croisé démographique des coopérants vers l'Afrique et des immigrés vers l'industrie française. Finalement c'est en France même que se noue donc l'ambivalence coloniale avec la nouvelle question de l'intégration « républicaine » des anciens colonisés.

10 Cette longue période des années 1950-1975 voit la naissance effective des sciences sociales modernes appliquées aux sociétés africaines qui vont se donner pour objet l'africanité des dynamiques politiques et culturelles dont G. Balandier est évidemment l'initiateur à partir des années 1950. N'oublions pas par ailleurs le courant africain de la Négritude que Balandier, Leiris ou encore Sartre contribuent à valoriser et populariser auprès des intellectuels français au cours de la première décennie de fonctionnement de ce « laboratoire africain ». J.-P. Dozon a parfaitement raison de souligner cette dernière singularité : l'*aggiornamento* d'une partie des sciences sociales françaises, qui naissent enfin professionnellement dans l'imitation américaine d'après 1945, provient de la conjonction entre la modernisation de la France et de ses colonies africaines. Le terrain que représentent les sociétés africaines dites « traditionnelles » pour l'expérience de l'anthropologie marxiste correspond bien à une libération métaphorique, d'une situation encore paradoxalement coloniale (ou néo-coloniale au sens vrai du terme). D'une certaine façon, les sciences sociales françaises se sont inventé des lendemains qui chantent au charme discret de l'exotisme.

11 Mais J.-P. Dozon ne s'en tient pas là : il nous démontre dans les quarante dernières pages de son livre que ce besoin (français) d'Afrique s'est nourri d'un certain « désir de France » de la part des nouvelles élites politiques et intellectuelles africaines. Trois médiations auraient ainsi fonctionné : la médiation franc-maçonne, la médiation métropolitaine (la France, et notamment Paris, considérée comme la meilleure part de... l'Afrique) et enfin la médiation communiste. Si les deux premières références sont des plus évidentes, il était bon de rappeler qu'au-delà de l'apparentement du Rassemblement démocrate africain (RDA) au PCF, toute une histoire plus ancienne, d'activismes réciproques, jalonnent l'évolution de cette Françafrique y compris au sein des études africaines avec le rôle, malheureusement sous-estimé aujourd'hui, de personnages comme R. Barbé, J. Dresch ou encore J. Suret-Canale.

12 Certes cette histoire globale ne s'est pas arrêtée d'un coup et « l'Opération licorne » en Côte-d'Ivoire en est encore un avatar. Mais la suggestion de l'existence d'un « pré-carré » bien enraciné dans l'histoire, et non seulement anecdotique, affairiste et mafieux, est salutaire. Elle transforme la perception « ethno-nationaliste » des rapports coloniaux et démontre qu'il existe plusieurs temporalités au sein même du phénomène colonial. Le renforcement de la situation coloniale en période post-coloniale est une hypothèse forte mais qui mérite tout de même une discussion.

13 Cette hypothèse est surtout ivoirienne et un peu sénégalaise dans son inspiration, et elle n'a pas su intégrer quelques contre-exemples comme la Guinée (pourtant le leader africain de la modernisation coloniale) et bien entendu toute l'Afrique du Nord. J.-P. Dozon évoque certes les importantes pertes de l'empire au cours des années 1950 et, selon lui, le succès franco-africain ne se réduit pas à une réaction compensatrice brutale. Par ailleurs, à laisser de côté les autres colonialismes, l'anthropologue désigne

le balancement assimilation/association comme une mécanique implacable qui renaît systématiquement de ses cendres sur près de trois siècles d'histoire. La sociologie des acteurs nous eût probablement éclairés sur les limites de cette espèce de transcendance qui fait fi de la nature sociale bien différente des acteurs sur une si longue durée. De plus, en se fondant sur les sources secondaires francophones disponibles, J.-P. Dozon reproduit, de manière plus ou moins involontaire, les défauts majeurs de l'historiographie coloniale française d'hier et... d'aujourd'hui, à savoir des penchants plus politistes et économicistes que sociologiques et anthropologiques [5]. Cette histoire politico-idéologique est néanmoins convaincante et procure un sens global à ce qui a pu apparaître comme un ensemble de comportements inavouables.

14 Le hasard des parutions, en nous fournissant un instrument de comparaison, conforte la qualité de cette démonstration. En effet, *La République coloniale,* pourtant œuvre de trois historiens, suggère une lecture beaucoup plus livresque et culturelle d'un des aspects de cet inceste « franco-africain ». Il est exact qu'il faut analyser simultanément aujourd'hui la fabrication de la République et des colonies tant à l'époque de Faidherbe au XIX^e^ siècle qu'à celle de l'État-providence et de la décolonisation du XX^e^ siècle. Mais en s'inspirant explicitement des *postcolonial studies* anglo-saxonnes, les auteurs envisagent cette république comme une utopie. J.-P. Dozon nous a révélé l'ambiguïté et les contradictions permanentes, récurrentes et recomposées selon les différentes périodes de cette histoire. À défaut d'être sociologique cette histoire est bien politique et évalue des rapports de force entre dynamiques économiques, politiques impériales et populations et acteurs africains. N. Bancel et ses collègues, malgré la problématique déconstructionniste qui les anime, transforment l'ensemble de cette idéologie en utopie et non, comme il conviendrait, en pratiques sociales et culturelles d'acteurs bien identifiés. Si crise de l'histoire il y a et si crise de la représentation coloniale il y a (« finalement la colonisation n'était pas si grave que cela par rapport aux désagrégations étatiques et aux catastrophes humanitaires d'aujourd'hui », disent certains) c'est aussi parce la société coloniale a été oubliée dans l'épaisseur de sa sociologie et de son anthropologie. Le postmodernisme textuel dont fait preuve cet ouvrage ne peut que rester à la surface rhétorique des événements et des discours produits. Certes de nombreux rapprochements inédits sollicitent notre attention et l'ambivalence exposée par J.-P. Dozon en apparaît encore plus flagrante. Il n'empêche que nous nous contentons d'entendre ici ceux qui parlent, écrivent, pensent, que ce soit pour eux-mêmes ou à propos des « Autres ».

15 Les auteurs collectifs de ce livre (l'avant-propos nous livre leur méthode de lecture et de corrections croisées) cherchent à intervenir dans les débats (ou les non-débats) d'aujourd'hui : il s'agit de démontrer que le traitement actuel des immigrés, des « races », des cultures exotiques, de la conception de l'époque coloniale elle-même remonte à la logique de ce paradigme républicain, à la fois national et colonial. Personne ne pourrait contester le bien-fondé d'un tel point de vue et d'un engagement militant en vue de clarifier les conditions actuelles de fonctionnement de la (Cinquième) République et des raisons de la renaissance discrète d'un révisionnisme colonialiste qui n'ose pas dire son nom. Mais les idéologies n'ont rien de substantialiste, elles renvoient, comme tout phénomène social, à des formations sociales, à des agencements sociologiques, à des pratiques individuelles et plurielles qui en éclairent les raisons, les usages, les illusions proprement idéologiques ou manipulatrices. Ce n'est pas par hasard que ces auteurs citent de manière élogieuse *L'orientalisme* de E. Said à la page 58 : la construction coloniale des mondes imaginaires devient en fait une force

autonome dont les dynamiques ne s'enracinent pas dans une configuration socio-politique précise. Cette historiographie culturelle est critiquée depuis longtemps mais sa séduction opère toujours parce que les représentations du monde ont justement la vie dure.

16 Que l'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de nier l'intérêt d'une telle recherche qui donne sens à une autre lecture de l'histoire de France afin d'articuler en une seule histoire ce qui avait été justement disjoint, à savoir la construction de l'État-nation d'une part et l'expansion des empires coloniaux de l'autre. J.-P. Dozon suggère bien que les revendications d'indépendance comme les politiques de la décolonisation ont conforté plus qu'on ne l'a dit cette symbiose contradictoire et conflictuelle. Mais N. Bancel et ses collègues n'évoquent que de loin la participation positive des colonisés à leur asservissement : l'utopie de la République coloniale, n'est-ce pas tout de même avant tout celle des indigènes et des sujets, devenus ensuite citoyens, qui finissent par rêver à un monde meilleur et qui prennent au pied de la lettre les idéaux de 1789 ?

17 On peut remonter le temps et soulever la grande question du régime républicain et de l'individualisme sociologique du citoyen universel qui justifie encore le traitement « colonial » des populations immigrées. Mais il faut peut-être tout simplement conduire l'histoire coloniale autrement et surtout ne pas se contenter de relire de manière égocentrique et isolée la seule histoire coloniale française. Quand on pense aux nombreuses rivalités inter-impérialistes européennes, comme on les nommait jadis, qui ont jalonné l'histoire de l'expansion coloniale, notamment africaine, et donc aux comparaisons implicites ou explicites aux différentes manières de gérer les populations locales, le lecteur attentif ne peut qu'être un peu déçu de ces lectures un peu trop rhétoriques.

18 Mais retenons tout de même l'hypothèse politico-historique de J.-P. Dozon : elle a le mérite d'éclairer le fameux miracle ivoirien dont l'échec interminable ne cesse de nous poursuivre et de poser les bases d'un comparatisme avec les autres capitalismes euro-africains du passé. Elle nous rappelle en fait l'existence de projections bruxelloises en faveur d'une future Euro-Afrique (méditerranéenne d'abord puis sub-saharienne ensuite) qui sont peut-être bien moins fantaisistes qu'il n'y paraît [6]. Il y a déjà vingt ans, certains avaient dénoncé les Plans d'ajustements structurels comme autant de tentatives de recolonisation.

19 La quête des couches sociales dirigeantes hante à l'évidence l'histoire des sociétés africaines. Mais il semble que les observateurs de cette histoire en soient inégalement convaincus. La lecture comparée de ces deux ouvrages devrait nous éclairer sur le chemin à suivre pour en élaborer une nouvelle historiographie [7].

20 ** Je me permets d'illustrer ce débat par une anecdote qui remonte à une quinzaine d'années lorsque je dirigeais le CREDU (aujourd'hui IFRA), l'un des instituts du ministère des Affaires étrangères, à Nairobi au Kenya. Un collègue franco-malien, Guy Martin, vient me voir dans mon bureau accompagné d'un ami malien, haut fonctionnaire international, qui vient de quitter son poste au sein de son organisation basée à Nairobi et qui va retrouver sa famille à Dakar. Assis côte à côte sur un canapé, nous bavardons des malheurs de la coopération internationale et des difficultés à fréquenter nos collègues kenyans de Nairobi lorsque avant de prendre congé, et comme pour conclure notre conversation, il prend ma main dans la sienne et déclare : « Tu sais, ils ne sont pas comme nous ! ».*

NOTES

1. Voir *L'impérialisme* (Troisième volume de *Les origines du totalitarisme*), Paris, Fayard, 1982, 350 p. De fait, H. Arendt s'inspire explicitement des remarques d'un historien britannique dont elle semble citer l'expression entre guillemets à la page 20 (voir le texte de la note 12 à la page 295). L'historien cité est Ernest Barker, auteur de *Ideas and Ideals of the British Empire,* Cambridge, The University Press, 1941, p. 4.
2. Voir les ouvrages de J.-P. VERSCHAVE.
3. *Citoyen et sujet. L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif,* Paris, Karthala, 2004, 419 p.
4. Page 138, J.-P. Dozon évoque les monographies britanniques et françaises de l'International African Institute (IAI) et mentionne que la notion d'ethnie vient remplacer celle de race. Il me semble qu'en France on s'en tient encore dans l'Entre-deux guerres (comme en Grande-Bretagne) à la notion de tribu et qu'il faut attendre la fin des années 1960 pour que l'emploi d'ethnie supplante celui de tribu.
5. Je n'inclus pas les travaux portant sur Madagascar ou l'Afrique centrale dans cette appréciation. Un examen anglo-saxon des principes qui ont guidé la colonisation britannique sur la longue durée serait autrement plus socio-anthropologique, à l'image des traditions dominantes de l'historiographie européenne, y compris française, consacrée à l'Europe moderne et contemporaine.
6. Voir par exemple GEMDEV (sous la dir. de J. J. GABAS), *L'Union européenne et les pays ACP. Un espace de coopération à construire,* Paris, Karthala, 1999, 459 p., et Haut Conseil de la Coopération internationale, *Les espoirs fragiles de la nouvelle coopération européenne*, Paris, Karthala, 2001, 356 p.
7. L'une des inspirations de cette histoire sociale et comparée des acteurs réels de la période coloniale peut se trouver dans l'œuvre de l'historien américain F. COOPER. Je pense notamment à *Décolonisation et travail en Afrique. L'Afrique britannique et française, 1935-1960,* Paris, Karthala-Sephis, 2004, 578 p. (traduction française de l'ouvrage paru en 1996 à Cambridge University Press).